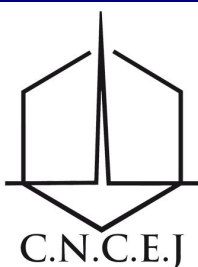




L

ivret d'accueil du nouvel expert



Sommaire

Editorial du Président	p.1
Le CNCEJ et les compagnies d'experts de justice	p.2
Organisation juridictionnelle	p.3
Serments de l'expert de justice	p.5
Règles de déontologie	p.6
Désignation de l'expert	p.8
Pratique de l'expertise au civil	p.9
Pratique de l'expertise au pénal	p.11
Pratique de l'expertise à l'administratif	p.14
Dématérialisation	p.16
Responsabilité de l'expert - Assurance	p.18
Régime social et fiscal	p.21

Éditorial du président du CNCEJ

Vous venez d’être inscrit sur une liste de cour d’appel judiciaire ou sur un tableau de cour administrative d’appel.

Je vous en félicite au nom du Conseil National des Compagnies d’Experts de Justice, le CNCEJ.

Vous allez mettre désormais votre compétence, votre expérience et vos qualités humaines au service de la Justice.

Investi d’une mission par le juge, vous serez garant de l’image et du bon fonctionnement de cette institution.

Les grands principes qui devront régir votre comportement, votre présentation et votre attitude sont rappelés dans ce livret d’accueil et de sensibilisation.

Vous prendrez conscience de vos responsabilités en découvrant, au fil de cette lecture, une présentation des règles de déontologie que vous devrez respecter, de vos obligations tant sociales que fiscales ou d’assurance, ainsi que des principales modalités qui régissent le déroulement d’une expertise de justice.

Ce livret, dont la première édition a été initiée par Robert GIRAUD lors de sa présidence en 2017, vous renverra aux codes de procédure, à notre Vade-mecum de l’expert de justice dans son édition de 2025, à nos publications et aux nombreuses formations dispensées par nos compagnies.

Pour vous permettre de découvrir le CNCEJ et ses compagnies membres, je vous conseille de vous reporter à notre site : <https://www.cncej.org/>

Bienvenue dans le monde passionnant de l’expertise et dans votre compagnie.

Guillaume LLORCA, Président du CNCEJ

Le CNCEJ et les compagnies d'experts

Le CNCEJ regroupe la totalité des compagnies d'experts de justice pluridisciplinaires près de chaque cour d'appel (judiciaire ou administrative) et la plupart des compagnies mono disciplinaires nationales par spécialité.

Ces compagnies sont des lieux de rencontres, de formations et d'informations. Elles vous aideront à vous organiser au fil d'échanges riches et variés que vous pourrez avoir avec d'autres nouveaux experts et des plus anciens.

Un des objectifs de ce livret est de vous inviter à adhérer dès votre inscription à une compagnie qui vous accueillera, répondra à vos questions et vous permettra également :

- d'accéder à son programme de formation continue et, dans ce cadre, de rencontrer des magistrats et des avocats,
- de recevoir d'utiles conseils de confrères et de consœurs expérimentés, voire d'être présent, aux fins de formation, à une réunion d'expertise,
- d'accéder avec facilité au système de dématérialisation des expertises civiles et pénales,
- de souscrire à l'assurance de groupe,
- d'être informé des travaux en cours relatifs à l'organisation européenne des experts, voire d'y participer.

Votre président de compagnie vous remettra l'ouvrage de référence, le Vade-mecum de l'expert de justice, élaboré par le CNCEJ.

Le Conseil national des compagnies d'experts de justice sera toujours présent pour répondre aux interrogations de ses membres. Ce petit guide apportera une contribution efficace pour mieux éclairer les nouveaux experts.

Organisation juridictionnelle

Les juridictions sont partagées en deux ordres : l'ordre judiciaire et l'ordre administratif auxquels s'applique le principe du double degré de juridiction qui permet la remise en cause d'une décision de première instance devant une cour d'appel.

La compétence d'une juridiction est le domaine dans lequel s'exerce son pouvoir juridictionnel.

Les juridictions de l'ordre judiciaire

Les juridictions de l'ordre judiciaire du premier degré sont :

- le tribunal judiciaire, en matières civile et pénale.
- le tribunal de commerce ou le tribunal des activités économiques en matière commerciale,
- le conseil de prud'hommes en matière sociale,
- le tribunal paritaire des baux ruraux pour tous les conflits entre propriétaire d'un immeuble rural et son fermier ou son métayer.

1. Les juridictions du 1er degré

a) Le tribunal judiciaire, juridiction de droit commun du premier degré a, en matière civile, une compétence générale pour statuer sur tous les litiges qui n'ont pas été attribués expressément à une autre juridiction.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, outre la compétence du tribunal de grande instance, il a repris les attributions du tribunal d'instance sous la forme de chambres ou de tribunaux de proximité.

Il est ainsi appelé à connaître de l'ensemble des litiges entre personnes physiques ou morales qui ne ressortent pas de la compétence d'une autre juridiction.

A titre d'exemple, il en va ainsi notamment de la propriété immobilière, du contentieux successoral ou encore du contentieux de la responsabilité civile extra contractuelle entre non-commerçants.

En matière pénale, le tribunal judiciaire statue sous la dénomination de :

- tribunal de police en matière contraventionnelle,
- tribunal correctionnel en matière délictuelle.



La cour criminelle départementale et la cour d'assises statuent en matière criminelle selon leurs compétences respectives.

b) Le tribunal de commerce, composé de juges élus, statue dans les litiges d'ordre commercial. Dans le cadre d'une expérimentation, pour une durée de quatre ans depuis le 1^{er} janvier 2025, douze tribunaux de commerce sont désormais qualifiés chacun de **tribunal des activités économiques**, avec une compétence élargie.

c) Le conseil de prud'hommes, composé de manière paritaire de conseillers élus issus de syndicats représentatifs d'employeurs et de salariés, statue dans les litiges entre employeurs et salariés.

d) Le tribunal paritaire des baux ruraux, présidé par un juge du tribunal judiciaire, est composé de manière paritaire entre bailleurs et preneurs pour statuer dans les limites de ses attributions.

2. Les cours d'appel

Hormis certaines exceptions, toutes les décisions rendues en première instance par l'ensemble de ces juridictions sont susceptibles d'appel de nature à les remettre en cause.

En matières civile, commerciale, sociale et pénale, la cour d'appel statue en qualité de juge du second degré. Elle infirme ou confirme les ordonnances ou les jugements qui lui sont déférés. Les arrêts de cour d'appel peuvent être susceptibles d'un pourvoi en cassation.

3. La Cour de cassation

La juridiction suprême dans l'ordre judiciaire est la Cour de cassation qui ne statue qu'en droit.

Les juridictions de l'ordre administratif

Les litiges qui mettent en cause l'État ou des personnes morales de droit public (collectivités territoriales par exemple) sont de la compétence de la juridiction administrative :

- au premier degré : tribunal administratif,
- au second degré : cour administrative d'appel.

En matière administrative la juridiction suprême est le Conseil d'État.

Serments de l'expert de justice

Devant les juridictions de l'ordre judiciaire

L'expert prête serment oralement devant la cour d'appel lors de son inscription initiale :

d'accomplir sa mission,

de faire son rapport,

et de donner son avis en son honneur et sa conscience.

Devant les juridictions de l'ordre administratif

L'expert prête serment par écrit, lors de son inscription initiale :

d'accomplir sa mission avec conscience, objectivité,

impartialité et diligence.

Règles de déontologie

L'inscription sur une liste ou un tableau oblige l'expert à respecter une déontologie spécifique tenant compte de sa participation à l'œuvre de justice.

En vue de répondre à cette exigence, réelle mais non codifiée, le CNCEJ a élaboré des règles qui sont exposées dans son Vade-mecum.

Ces règles ont pour objectif de couvrir l'ensemble des aspects de l'expertise de justice et des situations que peut rencontrer un expert. Il est nécessaire d'en prendre connaissance avec attention, les recommandations qui suivent n'étant présentées qu'à titre d'exemples :

- L'expert de justice est tenu de maintenir ses compétences par une formation permanente adaptée, dans sa science ou sa technique et en ce qui concerne la connaissance des principes directeurs du procès ainsi que la maîtrise des règles de procédure applicables à l'expertise.
- L'expert de justice contribue à l'image que se fait le justiciable de la Justice. Ainsi il doit être attentif à la façon dont il va être perçu et adopter une attitude empreinte :
 - de dignité, en particulier dans sa tenue et son comportement,
 - de neutralité dans sa présentation et tout au long de sa mission,
 - d'écoute et d'humilité, tout en ne perdant pas de vue que son avis final doit « faire autorité ».
- L'expert de justice doit se garder de toute appréciation de nature subjective et de toute idée préconçue.
- Il ne doit pas hésiter à refuser la mission s'il estime ne pas être compétent, indépendant ou susceptible de ne pas apparaître impartial. Dans le cas où peut exister un doute, il doit s'en ouvrir d'emblée aux parties et en informer le juge.
- Sous réserve des particularités de la procédure pénale, l'expert de justice doit, comme le juge, respecter et faire respecter en toutes circonstances le principe de la contradiction, ce qui signifie que chacune des parties a été mise en mesure de discuter l'énoncé des faits et les moyens juridiques que ses adversaires lui ont opposés. Il faut en effet que chaque partie puisse défendre ses intérêts.

A ce titre, en matière civile, il doit notamment organiser un débat contradictoire ouvert et équilibré entre les parties (et leurs conseils) et avoir le souci de la compréhension par elles de la progression de son raisonnement.

- Il doit respecter une obligation de discrétion, tant en ce qui concerne l'intimité des personnes que le secret des affaires.
- L'expert de justice ne doit en aucun cas se laisser entraîner au-delà des limites de sa mission. En cas de difficulté, notamment dans la lecture de la mission, il ne devra pas hésiter à saisir le juge.
- Hors du domaine pénal, l'expert de justice doit être attentif à la possibilité d'un rapprochement des parties, étant précisé qu'il peut depuis le décret du 18 juillet 2025 recevoir mission de concilier les parties.
- Lorsqu'il est amené à émettre un avis en qualité de consultant technique d'une partie, l'expert inscrit sur une liste ou un tableau demeure, dans tous les cas, débiteur de la vérité, comme s'il intervenait comme expert du juge. Il doit rester objectif et impartial. En cas de rédaction d'un rapport, il doit faire en sorte qu'aucune confusion n'existe entre celui-ci et un rapport d'expertise ordonnée par un juge. L'expert doit, en tout état de cause, faire preuve de prudence avant d'accepter ce type de mission de consultant technique d'une partie.
- L'intelligence artificielle (IA) est un outil à utiliser avec prudence par l'expert pour ses investigations, pour ses calculs et pour un gain de temps, en le précisant dans son rapport. Dès lors que l'expert est tenu à accomplir personnellement sa mission, l'IA ne peut se substituer à lui dans son raisonnement et dans la rédaction de son rapport.

En définitive, l'expert doit respecter les règles de déontologie du CNCEJ pour obtenir la confiance des juges, des avocats et des parties. Éclaireur du juge, il aura la satisfaction morale d'avoir participé de façon utile à l'œuvre de justice et, le cas échéant, d'avoir contribué à l'apaisement du conflit.

Désignation de l'expert

Depuis le décret du 18 juillet 2025 qui instaure en matière judiciaire l'instruction conventionnelle comme préalable, le principe est la désignation d'un commun accord entre les parties et leurs avocats. En l'absence d'accord des parties, une juridiction judiciaire en première instance, ou en cause d'appel désigne un expert.

Devant les juridictions de l'ordre judiciaire, en matières civile, commerciale et sociale, l'expert peut être désigné :

- en référé par le président du tribunal ou son délégué, en cas d'urgence ou en vue de l'établissement ou de la conservation d'éléments de preuve,
- par le tribunal ou un juge de la mise en état, avant dire-droit dans le cadre d'une information,
- dans des cas très particuliers de détermination d'un prix ou d'une évaluation de parts de société, par le président du tribunal, selon une forme particulière.

En matière pénale, l'expert peut être désigné :

- par un juge d'instruction lors d'une information en cours,
- par une juridiction du fond (tribunal de police, tribunal correctionnel ou cour d'assises).

Devant les juridictions de l'ordre administratif, l'expert peut également être désigné :

- en référé,
- par le tribunal ou par une cour administrative d'appel, dans les conditions prévues par le code de justice administrative.

Pratique de l'expertise au civil

Il existe deux modalités de pratiques à l'expertise civile :

- Depuis le décret du 18 juillet 2025 portant réforme de l'instruction conventionnelle et recodification des modes amiables de résolution des différends, les avocats ont la possibilité de signer une convention par laquelle les parties désignent un *technicien* qui, en principe, devrait être un expert de justice.
- En l'absence d'accord unanime, c'est le juge qui désigne un expert dans le cadre du Code de procédure civile.

La désignation

Dans l'expertise amiable, l'expert est désigné d'un commun accord par les parties et sa relation contractuelle est définie par une lettre de mission.

Dans l'expertise judiciaire, l'expert est missionné par une décision juridictionnelle indiquant les circonstances du litige, les chefs de sa mission, le montant de la consignation initiale et la date du dépôt du rapport.

Avant d'accepter la mission, l'expert s'assure qu'elle relève bien de sa compétence, qu'il sera à même de la mener à son terme dans un délai raisonnable et qu'il n'est pas susceptible d'être récusable. A défaut, l'expert n'acceptera pas la mission.

Sauf en cas d'aide juridictionnelle, cette décision indique le montant de la provision initiale qui devra être consignée à la régie du tribunal en vue de la rémunération de l'expert.

En cas de non-consignation dans le délai imparti, la décision est frappée de caducité et l'expert ne doit pas commencer ses opérations.

Cette consignation pourra faire l'objet, sur justifications, de demandes complémentaires de la part de l'expert, en fonction de l'évolution des opérations expertales, étant rappelé que la délicatesse dans ce domaine relève de l'éthique.

La convocation à la première réunion

Après avoir pris convenance des avocats, l'expert convoque les parties. Il demande la communication préalable et contradictoire de tous documents jugés utiles.



Les réunions

Lors de la première réunion, l'expert se présente et s'assure de la qualité des parties. Il lit la mission qui lui est confiée et s'efforce de lever toute ambiguïté qui pourrait se présenter à cette lecture. Il indique la démarche qu'il envisage d'adopter, liste les documents communiqués, rappelle le principe de la contradiction, entend les parties dans leurs explications et examine les points litigieux au plan technique.

S'il apparaît qu'un ou plusieurs points ne relèvent pas de son domaine de compétence, il informera les parties qu'il envisage de demander l'avis d'un technicien d'une autre spécialité (Cf. livret *Le Sapiteur* du CNCEJ).

Il s'efforce à bref délai d'établir un calendrier prévisionnel des opérations et une estimation des honoraires et frais. Il demande les éléments complémentaires qu'il estime nécessaires.

« Il diffuse le compte rendu de la réunion, sur lequel il liste les documents qu'il a reçus. »

Pour les réunions ultérieures, l'expert avisera les avocats, convoquera par lettre recommandée avec avis de réception les parties nouvellement mises en cause, précisera l'ordre du jour, récapitulera les éléments échangés et fera le compte-rendu de cette réunion.

Document de synthèse (parfois appelé pré-conclusion ou pré-rapport)

Au terme de ses opérations, l'expert diffuse un document précisant son avis en l'état sur les questions posées aux fins de recueillir les éventuelles dernières observations ou réclamations des parties, dont il fixe la date de réception.

Le rapport

Le rapport d'expertise doit être clair, concis, précis et complet, compréhensible par les parties. Il doit porter uniquement sur des éléments de fait. Il répond à toutes les questions posées par le juge et son dépôt clôt les opérations d'expertise. Il doit être déposé au greffe avec copie aux parties.

La rémunération

La demande de rémunération des frais et honoraires de l'expert, incluant celle de son éventuel sapiteur, est déposée au greffe. Un exemplaire est adressé à chaque partie par tout moyen permettant d'en établir la réception.

Le juge fixe la rémunération de l'expert par une ordonnance de taxe, que ce dernier notifie aux parties selon les modalités du CPC.

L'expert règle personnellement son sapiteur.

Pratique de l'expertise au pénal

La désignation de l'expert

L'expert est désigné par une juridiction pénale, le plus souvent par un juge d'instruction. L'expert travaille avec les documents et les scellés confiés par le magistrat, en liaison avec lui pour le fond de l'affaire et avec son greffe pour les détails procéduraux.

Si le magistrat n'a pas expressément mentionné une autre disposition, l'expert doit attendre dix jours, à partir de la date de notification aux parties, avant de commencer ses opérations. Pendant ce délai, les personnes mises en examen, les témoins assistés, les parties civiles et le ministère public ont la possibilité de solliciter une modification ou un complément de la mission et demander l'adjonction d'un expert de leur choix inscrit sur les listes.

L'expertise n'est pas exécutée selon les règles du contradictoire applicables dans la procédure civile. L'expert ne réunit pas les parties, ne demande pas de pièces aux parties et aux avocats. Le contradictoire est limité à la communication du rapport aux parties par le magistrat lorsque les opérations seront terminées.

Le déroulement de l'expertise

L'acceptation formelle de la mission ne présente pas de caractère obligatoire. Il est cependant utile que l'expert vérifie qu'il n'est pas concerné par une cause de récusation, qu'il est techniquement compétent et disponible.

La mission comporte une date limite d'exécution : l'expert peut solliciter, avant son expiration, une prolongation auprès du magistrat en l'informant des difficultés qui retarderont la remise de son rapport.

S'il a besoin d'être éclairé sur une question différente de sa spécialité pour mener à bien son expertise, il sollicitera la désignation d'un autre expert.

L'expert peut recevoir, à titre de renseignement, les déclarations de toute personne à l'exception des mis en examen, des témoins assistés et des parties civiles (ou leurs représentants). Pour ces derniers, il faut préalablement obtenir l'autorisation du magistrat et respecter un formalisme strict sur lequel son greffier pourra éclairer l'expert.

Les médecins et psychologues, dont la mission prévoit des examens ou des entretiens avec une partie, rencontrent la personne désignée hors la présence du juge et des avocats.

Les scellés

L'expert se fait remettre contre décharge les scellés qui lui sont confiés, en dresse un inventaire et constate l'intégrité des sceaux qui y sont apposés. L'expert est responsable des scellés qu'il détient pour l'exécution de sa mission et doit les restituer au greffe à la fin de ses opérations, après les avoir reconstitués, le cas échéant.

Le rapport

La rédaction d'un rapport d'expertise est obligatoire, sauf cas particulier des traducteurs-interprètes.

Il doit reprendre les références de la procédure et inclure le texte intégral des opérations ordonnées. Le rapport comporte obligatoirement une conclusion, notifiée aux parties intéressées à la procédure, qui répond à toutes les questions posées. Sauf si un rapport provisoire a été demandé, le rapport définitif est déposé au cabinet du magistrat, accompagné d'une attestation de service fait qui sera retournée signée par son greffe.

Les réquisitions

L'expert peut aussi être requis par un officier de police judiciaire avec autorisation du Procureur de la République. Dans ce cas, ce travail s'intitule « rapport d'examen technique ».

Pour le reste, il s'agit des mêmes opérations que pour une expertise, à l'exception du recueil des déclarations des parties qui ne peut être autorisé. L'interlocuteur pour l'exécution de la mission est l'enquêteur requérant, et il est indispensable de lui soumettre un devis avant de commencer les opérations, sauf si celles-ci sont tarifées.

Le témoignage en juridiction

L'expert peut être convoqué devant la juridiction de jugement, parfois plusieurs années après le dépôt du rapport, en particulier en matière criminelle. Après avoir prêté serment, il témoignera oralement. Il est autorisé à utiliser son rapport et à disposer de ses notes. Après l'exposé de ses opérations et la présentation de ses conclusions, la juridiction, le ministère public et les conseils des parties peuvent poser des questions à l'expert.

Le cérémonial judiciaire peut renforcer la difficulté de cet exercice et l'expert doit s'y préparer en maîtrisant son dossier.

La rémunération de l'expert

Avant de commencer ses opérations, sauf s'il s'agit d'une mission dont le tarif est fixé par le code de procédure pénale, l'expert doit transmettre au magistrat un devis.

Pour se faire rémunérer, l'expert doit être préalablement inscrit sur le portail CHORUS : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>. Il faudra remplir le mémoire de frais numérique et joindre au moins les fichiers de la désignation, le devis accepté, l'attestation de service fait signée ainsi qu'éventuellement les justificatifs des frais à rembourser. Il n'y a pas de consignation au pénal et les frais engendrés sont payés par l'État.

L'expert dispose d'un délai d'un an pour saisir sa demande de rémunération, sauf à prouver que le retard n'est pas de son fait.

En conclusion

Le non-respect de certaines de ces obligations peut entraîner la nullité de tout ou partie du rapport et des pièces de procédure qui en découlent. En cas de doute, l'expert n'hésitera pas à consulter un confrère expérimenté ou à soumettre sa difficulté au greffe du magistrat.

En expertise pénale, il n'y a pas de contradictoire au sens de la procédure civile, l'interlocuteur de l'expert est l'ordonnateur de la mission.

L'expert est tenu au secret de l'enquête et de l'instruction comme toute personne qui collabore à une procédure pénale.

Pratique de l'expertise à l'administratif

Le Code de la Justice Administrative (CJA) contient les principales dispositions relatives à l'expertise devant les juridictions administratives.

Certains aspects pratiques ont été précisés par des chartes signées par les cours administratives d'appel et les compagnies d'experts près ces cours, sur le modèle mis au point par le CNCEJ et le Conseil d'État en 2023.

La désignation de l'expert

L'expert est nommé par une décision du juge.

L'expert accepte ou refuse la mission au regard de son indépendance, de son impartialité, de sa compétence et de sa disponibilité.

La convocation, la réunion et la communication des pièces

Les pratiques sont les mêmes qu'en matière civile.

La communication par voie électronique est privilégiée, avec les spécificités des juridictions administratives.

Particularités

Les demandes d'extension de mission ou appels en la cause doivent être formulées par les parties au cours des deux mois qui suivent la première réunion d'expertise à laquelle ces parties ont été convoquées. L'expert peut demander à tout moment une extension ou une réduction de mission, formuler un appel en la cause d'autres parties ou en demander la mise hors de cause.

En cas de nécessité, l'expert demande au président du tribunal de désigner un ou plusieurs sapiteurs dont il lui est loisible de proposer les noms et dont la rémunération sera fixée par le juge. Par ailleurs, l'expert peut, sans autorisation du juge, avoir recours à un assistant technique ou un prestataire de service dont il assumera la rémunération.

Des allocations provisionnelles peuvent être accordées sur demande de l'expert ou de son sapiteur, au début de l'expertise, au cours des opérations ou à leur issue. En cas de non-paiement de l'allocation provisionnelle dans le mois qui suit la notification, il appartient à l'expert de saisir la juridiction.

En cas de difficulté dans le déroulement de sa mission, l'expert en informe le président de la juridiction ou le juge qui l'a désigné.

Le rapport

Le code de justice administrative n'institue pas de phase conclusive (note de synthèse et réponses aux dires). Toutefois, la charte mise au point par le CNCEJ et le Conseil d'État invite les experts à se rapprocher des exigences de la procédure civile sur ces deux points dans le respect du principe de la contradiction.

Le rapport doit être déposé auprès du greffe de la juridiction, sous forme numérique, dans le délai imparti, répondre aux questions posées par la juridiction et contenir les observations des parties. Le rapport du sapiteur y est annexé, ainsi que toutes pièces utiles avec bordereau.

L'expert peut être sollicité par la juridiction pour compléter son rapport dans le cas où les réponses apportées révéleraient un manque, un doute ou une ambiguïté. Si le complément à apporter s'avère trop important, la juridiction peut refuser le dépôt du rapport initial et demander à l'expert la remise d'un nouveau rapport.

La conciliation des parties

Si les parties ont acté leur conciliation, l'expert en informe le juge et attend ses instructions.

La taxation

L'expert transmet à la juridiction sa demande de rémunération et, le cas échéant, celles de son ou de ses sapiteurs. Des ordonnances de taxes séparées fixent le montant des rémunérations de l'expert et des sapiteurs.

Le rapport d'activité

Avant le 31 décembre de chaque année, l'expert adresse son rapport d'activité de l'année écoulée à la cour administrative d'appel de son ressort.

Dématérialisation

La dématérialisation de l'expertise s'inscrit dans le déploiement du projet PORTALIS, porté par le Ministère de la Justice, qui devrait être totalement finalisé avant 2030.

Plusieurs logiciels ou plateformes constituent le socle de la dématérialisation en matière d'expertise :

OPALEXE

Plateforme dans laquelle les documents sont déposés pour être accessibles à l'ensemble des participants à l'expertise. La connexion à la plateforme est sécurisée et la personne connectée est authentifiée soit par une clé physique contenant un certificat électronique eIDAS - pour les experts et les personnels de justice - soit par un « token » : petit fichier transmis par le logiciel des avocats.

OPALEXE admet tout type de document et les pièces déposées ne sont pas limitées en taille. Le certificat porté par OPALEXE permet la signature électronique des documents sous WORD, ACROBAT Reader et autres outils de création de documents.

OPALEXE a été créé pour les expertises civiles mais il peut être utilisé pour les échanges entre parties et avocats dans les procédures administratives de même que pour les tribunaux de commerce et les tribunaux des activités économiques, les échanges avec les juridictions administratives procédant d'une autre plateforme d'échanges (TransfertPro, voir ci-dessous).

L'arrêté du 29 août 2025 « fixant la liste des dispositifs de communication électronique auxquels il peut être recouru pour les envois, remises et notifications... » vise expressément OPALEXE dans son annexe.

PLEX

Outil qui assure les échanges en matière pénale. Il permet aux magistrats d'envoyer la mission signée numériquement à l'expert, et à ce dernier de renvoyer son rapport sous la même forme, signé en original et scanné, ou envoyé directement en PDF et signé électroniquement.

A l'inverse d'OPALEXE, il n'est pas une plateforme de dépôt, mais un canal de communication sécurisé, dans lequel l'émetteur peut préciser le temps pendant lequel les documents restent accessibles.

Les accès se font par login / mot de passe. Actuellement, seuls des échanges entre l'expert et le personnel de la Justice sont possibles mais PLEX ne permet pas de communication directe entre les experts et les services de police ou de gendarmerie.

TRANSFERTPRO

Outil d'échanges entre les juridictions administratives et les experts, notamment pour le dépôt du rapport.

La création préalable d'un compte sur la plateforme est nécessaire, l'accès étant donné par le service des expertises.

SELEXPERT

Permet la présélection de l'expert judiciaire par voie dématérialisée. Il demande la création par l'expert d'un compte sur le système et sa mise à jour mensuelle. Les experts susceptibles d'accepter les missions sont présélectionnés par le logiciel en fonction de leur spécialité, de leur disponibilité et de leur accès ou non à OPALEXE. Le choix du magistrat est ensuite traduit par l'envoi de la mission à l'expert.

R Responsabilité de l'expert - Assurance

Risques

L'expert doit être constamment attentif à ses devoirs et aux risques qu'il encourt si une partie prétend lui reprocher un manquement à ses obligations.

L'attention de l'expert mérite d'être tout particulièrement attirée par cinq risques importants en cours d'expertise ou postérieurement au dépôt du rapport.

Il s'agit des risques de :

- récusation,
- remplacement,
- contestation d'honoraires,
- annulation du rapport,
- action en responsabilité civile.

La récusation

Au cours de ses opérations, l'expert peut être récusé pour les mêmes causes que le juge, en raison d'un manquement à son impartialité subjective ou objective.

Le premier cas concerne toutes formes d'a priori que l'expert pourrait avoir pour les raisons les plus diverses à l'égard d'une partie ou d'un argumentaire.

Le second cas a trait aux circonstances qui pourraient être de nature à faire naître un doute quant à la neutralité de l'expert, spécialement en raison de fonctions précédemment occupées par celui-ci, ou de prises de positions publiques ou scientifiques.

S'il s'estime susceptible de récusation, l'expert doit, sans délai, en référer au juge qui l'a désigné et en informer les parties.

Le remplacement

En cas de manquement de l'expert à ses obligations, le juge peut décider de son remplacement, d'office ou à la demande d'une ou de plusieurs parties.

La contestation d'honoraires

Lors du dépôt de son rapport, l'expert adresse au juge un mémoire de ses honoraires et frais aux fins de taxation, avec copie aux parties. Cet envoi doit comporter la mention

du délai de 15 jours dans lequel les parties peuvent faire valoir leurs observations avant taxation par le juge.

Cette taxation pourra elle-même faire l'objet d'une contestation par les parties ou par l'expert devant le Premier président de la Cour d'appel.

L'annulation du rapport

La violation du principe de la contradiction ou la délégation de l'accomplissement de la mission à un tiers sont les causes les plus fréquentes d'annulation du rapport.

N'étant pas partie à la procédure objet de la demande en nullité de son rapport, l'expert en découvrira la gravité des conséquences parfois plusieurs années après le dépôt de celui-ci.

L'action en responsabilité civile

Cette action sera le plus souvent introduite sur le fondement de la perte d'une chance en raison de fautes de l'expert alléguées par une partie (exemple : perte de chance de recouvrer une créance en raison de la durée d'une expertise ultérieurement annulée).

A ce jour, en raison de la rédaction de l'article 2224 du code civil, il apparaît que l'action en responsabilité civile à l'encontre d'un expert peut être diligentée contre lui ou ses héritiers dans un très long délai après le dépôt de son rapport.

(cf. Vade-mecum 6ème édition 2025 pages 104 à 110)

Responsabilité civile, pénale et assurance

L'expert collabore au service public de la justice.

Sa responsabilité civile délictuelle ou quasi délictuelle peut être engagée en raison de fautes commises à l'occasion d'une mission ordonnée par une juridiction.

Sa responsabilité contractuelle peut de même se trouver engagée à l'occasion d'une expertise amiable.

S'agissant de sa responsabilité pénale, l'expert doit répondre personnellement des fautes et des infractions qui lui sont reprochées.

Dans tous les cas, l'expert n'est pas à l'abri d'actions en justice, exercées parfois abusivement à son encontre par des parties à l'expertise.

L'expert de justice peut souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile afin de bénéficier d'une protection, ce qui est fortement recommandé par le CNCEJ.

A cet égard, sa qualité de membre d'une compagnie d'experts adhérente au CNCEJ lui permet de souscrire au contrat de groupe négocié, dont le coût est très raisonnable pour un montant significatif de couverture.

Les principales garanties concernent notamment :

- la responsabilité civile professionnelle,
- la responsabilité civile d'exploitation,
- l'assistance d'un avocat en cas de contestation des honoraires de l'expert,
- la détérioration et le vol des objets confiés.

Sa responsabilité pourra de même être garantie en souscrivant l'option « Missions extra juridictionnelles » du contrat d'assurance.

Cette couverture d'assurance, qu'elle soit juridictionnelle ou extra juridictionnelle, continuera de s'exercer même en cas de cessation d'activité de l'expert ou de décès, pour ne pas faire courir de risque de passif à ses ayants droit, dans la limite des règles de prescription.

Dans l'exercice d'une mission de consultant technique de partie, tout comme à l'occasion d'une mission confiée par une juridiction, l'expert devra se conformer aux règles de déontologie élaborées par le CNCEJ.

En cas de mise en cause de sa responsabilité, il devra immédiatement effectuer une déclaration de sinistre pour assurer la défense de ses intérêts.

Si un expert inscrit sur une liste est appelé à intervenir en qualité de consultant technique d'une partie lors d'une expertise, sa relation avec celle-ci sera d'ordre contractuel.

S'il a recours à un sapiteur, l'expert devra toujours veiller à ce que celui-ci présente tous les critères de compétence, d'impartialité et de déontologie d'un expert de justice, dès lors qu'en matière civile, il est responsable du fait de son sapiteur (cf. brochure *Le sapiteur*).

En résumé, il ne peut qu'être fortement suggéré à l'expert de justice de souscrire une couverture d'assurance RCP. L'assurance ne coûte cher qu'avant le sinistre...

Régime social et régime fiscal

L'expert doit accomplir sa mission personnellement et en toute indépendance, ce qui exclut toute possibilité de lien de subordination.

Lorsqu'il est désigné par une juridiction, il doit facturer ses honoraires et frais en son nom propre et non les facturer au nom d'une société quelconque, sauf dans le cas exceptionnel des sociétés inscrites sur des listes d'experts.

La rémunération de l'expert personne physique est soumise à cotisations sociales et imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP).

L'expert est également redevable de la contribution économique territoriale (CET) et de la TVA dans les conditions de droit commun.

Tout expert doit avoir un numéro SIRET.

Régime social des expertises de justice

Régime social des indépendants

Sauf le cas particulier, conformément à l'article L.640-1 du code de la sécurité sociale, l'expert relève :

- du régime social des indépendants (RSI) pour l'assurance maladie et il est affilié à l'URSSAF pour le paiement des cotisations sociales.
- de la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV) pour l'assurance de retraite des travailleurs indépendants, à l'exception des professions réglementées qui sont assujetties à la caisse de leur profession.

Régime général de la sécurité sociale applicable aux COSP (collaborateur occasionnel du service public)

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 (loi n°2018-1203 du 22 décembre 2018) a modifié l'article L311-3 du Code de la sécurité sociale et consacre le fait que les experts, requis ou désignés par les juridictions de l'ordre judiciaire, affiliés à un régime de travailleurs salariés, bénéficient du statut des COSP. La portée de cette disposition a été restreinte par le décret d'application.

Le décret d'application n°2019- 390 du 30 avril 2019 précise que les médecins et les psychologues, les interprètes et les traducteurs peuvent bénéficier de ce statut. Cependant, les interprètes et les traducteurs peuvent toutefois rattacher ces revenus à

leur activité principale libérale et opter pour le régime social des indépendants.

Pour les médecins et les psychologues, le régime social des COSP s'applique aux expertises civiles et pénales. Pour les traducteurs et les interprètes, il ne s'applique qu'aux missions visées par le décret.

Les expertises réalisées dans le cadre de la justice administrative sont soumises au régime social des indépendants.

Régime fiscal des expertises de justice

Bénéfices non commerciaux

Les honoraires des experts doivent être regardés comme des bénéfices non commerciaux en application de l'article 92 du code général des impôts.

Pour les missions ordonnées par les juridictions, les experts relèvent du régime de la déclaration contrôlée et doivent souscrire tous les ans une déclaration n°2035.

Lorsque son chiffre d'affaires encaissé ne dépasse pas le seuil fixé par la loi de finances (77 700 € pour l'année 2025), l'expert peut opter pour le régime micro BNC.

TVA

Les experts sont assujettis à la TVA dans les conditions de droit commun pour leur activité d'expertises ordonnées par des juridictions.

Si leur chiffre d'affaires sur une année ne dépasse pas le seuil fixé (37 500 € en 2025), ils peuvent bénéficier de la franchise en base de TVA prévue par l'article 293 B du Code général des impôts.

Contribution économique territoriale (CET)

Les experts sont également redevables de la contribution économique territoriale, plus précisément de la contribution foncière des entreprises (CFE).

Remerciements

Ce guide a été réalisé par le Comité de Réflexion et de Déontologie du Conseil national des compagnies d'experts de justice avec la coopération de la Commission juridique. Nous leur adressons nos vifs remerciements.

Remerciements particuliers à :

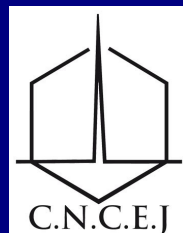
- Annie Verrier, qui a assuré la coordination de l'ouvrage
- Michel Chanzy
- Patrick Colomer
- Patrick de Fontbressin
- Robert Giraud
- Jean-François Jacob
- Jean-Bruno Kerisel
- Dominique Lencou
- Pierre Loeper
- Bertrand Ludes

Merci également à :

- Didier Cardon
- Emmanuel Charrier
- Gilles Devillers
- Bruno Duponchelle
- Claude Leloustre
- Pierre Malicet
- Cécile Manaouil
- Daniel Mouly

Avec le concours précieux de Camille Favreau.

Notes personnelles



**Conseil National
des Compagnies
d'Experts de Justice**

10, rue du Débarcadère
75852 PARIS Cedex 17
Tel : 01 45 74 50 60
Fax : 01 45 74 67 74
Mail : cncej@cncej.org
Site : www.cncej.org

EDITION 2026

